

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NESTLE WATERS SUPPLY EST Contrexéville

Usine de Contrexéville
BP 36
88140 Contrexéville

Références : S-24-992RP

Code AIOT : 0006202170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement NESTLE WATERS SUPPLY EST Contrexéville implanté 306 rue de Lorraine 88140 Contrexéville. L'inspection a été annoncée le 09/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Confinement et rétention". Cette visite s'appuie sur le référentiel suivant :

- arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du 16 janvier 2010.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE WATERS SUPPLY EST Contrexéville
- 306 rue de Lorraine 88140 Contrexéville
- Code AIOT : 0006202170
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Contrexéville est spécialisé dans la production d'eaux minérales (industrie des eaux de tables).

Thème de l'inspection :

- Action Nationale 2024 : « Rétention et confinement ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.5.4	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale μ

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.4.3	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.4.3	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.4.5	Sans objet
5	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.5.5	Sans objet
6	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été constatée lors de la visite. Le site ne dispose pas d'un volume de confinement des eaux incendie suffisant au regard des modélisations qu'il a réalisées.

Par ailleurs, il convient de noter que l'exploitant est dans l'attente d'une nouvelle modélisation du volume nécessaire de confinement des eaux incendie, qui prend en compte le caractère inflammable ou non des palettes de produits finis du site.

Il est demandé que cette nouvelle modélisation soit transmise dès réception à l'Inspection des Installations Classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.4.3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les produits chimiques dangereux sont sur rétention.</p> <p>L'exploitant dispose d'un document interne intitulé « Bonnes pratiques » qui rappelle les règles de calcul du dimensionnement des rétentions.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le bâtiment de stockage des produits chimiques a été inspecté. À l'entrée du bâtiment, il est rappelé les différentes incompatibilités entre les types de produits.</p> <p>Une vérification du dimensionnement des rétentions a été faite par échantillonnage. L'acide sulfurique est stocké sur des rétentions de 1 050 L. Il y a à chaque fois sur ces rétentions deux GRV de 900 L chacun d'acide sulfurique. Le volume de la rétention est donc supérieur à 100 % du plus grand réservoir et 50 % de la capacité totale des réservoirs associés sur la rétention.</p> <p>La soude est également stockée sur des rétentions de 1 050 L avec à chaque fois deux GRV de 900 L chacun stockés dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.4.3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. [...]
Constats : La procédure des bonnes pratiques de l'industriel indique que les rétentions doivent être étanches au produit qui est stocké dessus et qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le produit et la matière de la rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.4.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Chaque type de produit est stocké sur des rétentions différentes. Dans le bâtiment de stockage, il est indiqué sur les rétentions le produit stocké. Il a été vérifié par échantillonnage que les produits stockés sur les rétentions sont bien ceux indiqués sur la rétention. Cela est bien le cas.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.5.4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux zones de stockage.
Constats : Le site comporte deux bassins de confinement : <ul style="list-style-type: none">• un bassin de confinement pour le bâtiment ouest d'une capacité de 800 m³ (bassin 1 dans la suite du rapport) ;• un bassin pour le reste du site d'une capacité de 650 m³ (bassin 2 dans la suite du rapport). D'après le calcul de la D9A, le volume maximum d'eau pour éteindre l'incendie le plus critique est de 4 000 m ³ . Le volume total des deux bassins de confinement qui est de 1 450 m ³ est bien inférieur au scénario le plus majorant. L'exploitant est dans l'attente d'un nouveau calcul du volume à confiner qui prend en compte la question de l'inflammabilité ou non des palettes de produits finis (qui sont des bouteilles d'eau). L'exploitant est dans l'attente du protocole de calcul de son bureau d'étude qui est en lien avec l'INERIS. Le bassin 2 dispose d'une sonde pH. S'il y a un confinement d'eaux incendie ou d'une pollution, il y a un contrôle du pH avant un rejet vers le milieu naturel. Si ce pH n'est pas compatible avec le milieu naturel, l'eau passe dans un bassin de neutralisation avant d'être renvoyée vers la STEP intercommunale pour être traitée. Le bassin 1 ne dispose pas d'une sonde Ph. En cas d'incendie, une partie des eaux incendie est confiné dans ce bassin. Elles ne sont rejetées dans le milieu naturel qu'après des mesures (Ph, DCO, DBO5, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2010, article 7.5.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'intervention, qui définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'intervention sur le site qui reprend les différents scénarios d'incident possible. Il a été mis à jour suite à l'incident de novembre 2023 qui n'était pas pris en compte dans ce plan d'intervention. Pour fermer le bassin de confinement 1, il y a un bouton à actionner qui permet la fermeture du bassin via un obturateur. L'obturateur est contrôlé tous les ans par un prestataire extérieur. Pour le bassin de confinement 2, en cas de sinistre, la pompe de relevage qui permet de renvoyer les eaux vers la STEP intercommunale, est arrêtée et les eaux restent confinées dans le bassin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant connaît son stock principal qui est suivi dans son logiciel de suivi des stocks SAP.
Type de suites proposées : Sans suite